

Enjeux et impacts de la microfinance rurale à Madagascar :

Etude d'impact du réseau des Caisses d'épargne et de crédit mutuel de Madagascar (CECAM) (2003-2007)

BIM n° - 24 octobre 2006
Emmanuelle BOUQUET & Betty WAMPFLER

La microfinance se fixe comme objectifs d'améliorer les conditions d'accès des pauvres aux produits financiers (crédit, épargne, assurance) et, partant, de contribuer à la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté des ménages et des microentreprises exclus du système bancaire traditionnel. Ces objectifs généraux se déclinent avec un certain nombre de spécificités dans les zones rurales, qui posent des défis accrus aux opérateurs.

Par sa portée et le caractère innovant des produits financiers proposés, le réseau des Caisses d'épargne et de crédit mutuel de Madagascar (CECAM) est un des pionniers en matière de microfinance rurale à l'échelle du continent africain.

Le Bim d'aujourd'hui présente les objectifs et le dispositif de l'étude d'impact du réseau CECAM.

Après un premier volet en 2003, un deuxième volet de l'étude d'impact des CECAM pour la période 2005-2007 a été mis en place sur financement du 9^{ème} Fonds Européen de Développement. L'étude a été confiée à une équipe CIRAD FOFIFA.

Cette étude cherche à apporter des réponses sur les catégories de la population rurale qui ont accès aux services des CECAM d'une part, sur la façon dont les produits financiers contribuent à faire évoluer la situation économique et sociale des usagers d'autre part. L'étude poursuit une double finalité : outil de pilotage stratégique du réseau en interne, et outil de communication en externe.

Contexte et enjeux pour les CECAM

A Madagascar, le développement agricole et rural est considéré à juste titre comme un enjeu stratégique majeur sur le plan national : 75 % de la population vit en milieu rural et le secteur agricole concerne plus de 60 % de la population active. La modernisation du secteur doit permettre d'améliorer les conditions de vie en milieu rural d'une part, de répondre aux besoins des marchés urbains et internationaux d'autre part. Les possibilités d'accès à des sources de

financement et de manière plus générale à des produits financiers adaptés aux besoins des ménages ruraux représentent un facteur déterminant dans la poursuite de cet objectif. Or la demande reste encore en très grande partie non couverte.

Dans ce panorama général, le réseau CECAM est un acteur de premier plan, de par sa taille et sa vocation agricole affirmée. Le réseau fonctionne sur un schéma décentralisé sur trois niveaux, avec des caisses locales implantées dans les zones rurales. La gamme de produits de crédit se décline de manière innovante en réponse aux principaux besoins des ménages ruraux et des organisations paysannes : crédit à la production, crédits pour l'investissement (y compris un produit de location-vente), crédit stockage pour les productions agricoles, crédit commercialisation, crédit de dépannage. A la fin de l'année 2005, le réseau comptait 179 caisses et 83 000 sociétaires répartis sur 9 régions du pays. L'encours de crédit s'élevait à 15 milliards d'Ar (6 millions d'euros), celui d'épargne à 5 milliards d'Ar (2 millions d'euros).

Les CECAM sont actuellement engagées dans un ambitieux projet de développement. Ce projet s'inscrit dans une logique de pérennisation du réseau et touche par conséquent l'ensemble des aspects opérationnels et institutionnels, notamment la dimension financière et technique, ainsi que la gouvernance (renforcement du système mutualiste). Il repose sur une croissance importante du portefeuille financier, à travers la densification du réseau (ouverture de nouvelles caisses), l'augmentation du taux de pénétration (augmentation du nombre de sociétaires par caisse), une approche plus commerciale des produits de crédit et d'épargne (promotion des produits existants et développement de nouveaux produits).

Cette phase implique des choix stratégiques qui vont déterminer l'identité, les actions et les résultats de l'institution sur le moyen et long terme. Des questions fondamentales se posent notamment en lien avec les sociétaires : à qui veut-on donner accès aux produits financiers (identification et segmentation du public cible), pour répondre à quels besoins (adéquation des produits), pour quels résultats attendus (effets des produits), et comment les réponses à ces questions sont-elles susceptibles d'évoluer dans le temps?

La forte croissance déjà enregistrée par les Cecam ces dernières années, ainsi que les caractéristiques et la gamme étendue des produits financiers actuellement proposés, constituent d'ores et déjà une première indication de la capacité du réseau à fournir une offre en adéquation à la diversité des besoins de la population rurale, y compris les ménages pauvres. Le premier volet de l'étude d'impact réalisée en 2003 a apporté des informations circonstanciées sur les profils de sociétaires comparés aux non sociétaires, sur les conditions d'accès aux différents produits financiers (portée de l'institution) et sur les conditions de valorisation de ces crédits par les emprunteurs (impact).

Pour une institution telle que les Cecam, qui traverse une période de changements profonds et accélérés, l'enjeu de l'information sur les sociétaires est particulièrement crucial et demande une approche intégrée (c'était d'ailleurs une des principales recommandations mises en avant par l'étude de 2003). Il ne s'agit pas seulement de disposer d'informations fiables, pertinentes et actualisées permettant (1) en interne, de motiver les choix stratégiques et d'accompagner les évolutions, et (2) en externe, de renforcer la visibilité et la légitimité des actions de l'institution. Il s'agit également, dans une optique d'institutionnalisation et de durabilité, d'acquérir les moyens de produire et d'exploiter en interne et en continu ce type d'informations. Dans un système mutualiste décentralisé, ces objectifs informationnels doivent par ailleurs se décliner selon les différents niveaux du réseau et les différentes parties prenantes (sociétaires, élus, techniciens, direction).

Une conception élargie de l'étude d'impact

Les considérations ci-dessus renvoient à une conception élargie de l'étude d'impact, qui englobe l'ensemble des questions relatives aux sociétaires (effectifs et potentiels) dans leurs interactions avec l'institution. Les aspects suivants sont mis en avant :

- ▷ **Portée** : quelle est la distribution de profils des sociétaires (par exemple en termes de systèmes d'activité, ou en termes de niveau de richesse), et en quoi se distingue-t-elle des non sociétaires ?
- ▷ **Demande et offre** : quels sont les besoins en produits financiers (des sociétaires et des non sociétaires), et comment sont-ils couverts (par la CECAM ou par d'autres fournisseurs, formels et informels) ?
- ▷ **Niveaux de satisfaction** : quelles sont la perception et l'appréciation des sociétaires concernant l'ensemble des attributs des produits financiers et leur adéquation aux différents besoins ?
- ▷ **Impact au sens classique** du terme : quels sont les effets (directs et indirects, souhaitables et non souhaitables) des services financiers sur la situation économique et sociale des utilisateurs ou des bénéficiaires (individuels ou collectifs) ?
- ▷ **Gouvernance** : s'agissant d'un réseau mutualiste où les sociétaires sont à la fois les utilisateurs des produits financiers et les propriétaires de l'institution, comment la structure de gouvernance influe-t-elle sur l'impact et réciproquement ?

Le caractère composite de cette conception de l'impact appelle une pluralité d'approches et d'outils, qui permet à son tour de traiter de façon appropriée les différentes questions correspondant aux résultats attendus dans l'appel d'offre, que ce soit dans une perspective statique ou dynamique. Cette conception élargie permet par ailleurs, d'intégrer la double finalité de l'étude d'impact telle que formulée – et hiérarchisée – dans les termes de référence de l'étude :

- ▷ Outil de pilotage en interne :
 - stratégie de ciblage et de développement du sociétariat
 - segmentation du marché
 - promotion et développement ou adaptation des produits
 - anticipation et prévention des crises
 - renforcement de l'ancrage mutualiste
- ▷ Instrument de communication et de légitimation en externe :
 - indicateurs de portée
 - indicateurs d'impact

Approche et outils

L'étude 2005-2007 est conçue comme le prolongement de la première phase réalisée en 2003. Les deux études s'appuient sur une démarche commune.

Partenariats

Une étude conçue comme un partenariat avec les Cecam

La dimension partenariale se traduit par une approche participative et non normative, mettant l'accent sur la communication entre l'équipe de recherche et les différents niveaux et types d'acteurs du réseau mutualiste. Ce partenariat doit permettre une co-construction de l'étude d'impact, dans l'objectif d'en améliorer les perspectives d'appropriation et de durabilité (pertinence et portée opérationnelle des résultats, transmission d'outils).

Un résultat concret de cette démarche devrait être la conception et la mise en place d'un système d'indicateurs qui soient à la fois pertinents au regard des besoins de l'institution, incorporables à un coût raisonnable dans le système d'information existant et faciles à exploiter aux différents niveaux du réseau.

Une collaboration fructueuse avec le FOFIFA (système national de recherche agricole malgache)

Le dispositif de l'étude s'appuie de façon déterminante sur une équipe de recherche locale, animée par une chercheuse du Fofifa. Cette équipe apporte son expertise en matière de techniques d'enquêtes en milieu rural et en matière d'analyse et de contextualisation des données collectées.

Méthodologie

Des outils méthodologiques éprouvés, adaptés au contexte de l'étude

L'étude s'appuie sur des outils méthodologiques éprouvés, qu'il s'agisse de techniques quantitatives ou qualitatives. Ces outils rejoignent le cadre de diverses initiatives telles que AIMS, Imp'act, Microsave, Cerise, qui visent, avec leurs spécificités propres, deux objectifs communs :

- ▷ Faire évoluer les études d'impact classiques, qui s'inscrivent dans un cadre académique, vers des finalités plus opérationnelles (pilotage stratégique des institutions de microfinance à travers le ciblage des clients et l'adaptation des produits financiers).
- ▷ Mettre à la portée des praticiens de la microfinance des outils de recherche appliquée et des cadres d'analyse simplifiés mais rigoureux qui puissent être appropriés et mobilisés en interne.

Un travail d'adaptation aux besoins du contexte s'avère indispensable pour dépasser le caractère standardisé de ce type d'outils et produire des résultats en accord avec la nature et la problématique de l'institution. En particulier, il est fondamental de prendre explicitement en compte le **caractère mutualiste du réseau** d'une part, la réalité des **systèmes économiques agricoles et ruraux** qui constituent le socle des activités financières de l'institution d'autre part.

Une combinaison raisonnée d'outils de collecte et d'analyse des données

- ▷ Au niveau des ménages :
 - Enquête quantitative à passage multiple sur un panel de 500 ménages, sociétaires et non sociétaires des Cecam.
 - Enquêtes thématiques combinant des dimensions quantitatives et qualitatives.

- ▷ Au niveau des organisations paysannes membres du réseau
- ▷ Au niveau du réseau lui-même :
 - Enquête qualitative de gouvernance
 - Exploitation quantitative des données du système d'information et de gestion

Cette combinaison permet de cerner la pluralité des questions à traiter, de trianguler et de valider l'information, de faire jouer les complémentarités entre l'analyse quantitative (identification rigoureuse de tendances) et l'analyse qualitative (explicitation contextualisée des logiques, des stratégies et des dynamiques).

Des choix d'exploitation et de restitution des données fondés sur :

- ▷ La construction d'une typologie des ménages ruraux, en fonction de leur niveau de richesse et de leur système d'activité
- ▷ Des analyses croisées par produit ou par combinaison de produits de crédit (trajectoires de crédit)

Ces choix, qui permettent d'appréhender la diversité de la population et les liens avec les services financiers (CECAM ou autres) présentent une **double pertinence** :

- ▷ À des fins d'analyse d'impact classique :
 - comparaison des sociétaires versus non sociétaires (indicateurs de portée et d'impact, en statique et en dynamique)
 - différenciation des modalités et des niveaux d'impact des différents produits ou combinaisons de produits selon le système d'activité et le niveau de richesse (mise en évidence d'effets de seuil d'accès et d'impact)
- ▷ À des fins opérationnelles :
 - études de marché, développement du sociétariat et évaluation-développement de produits (segmentation du marché cible, perceptions et niveaux de satisfaction des sociétaires vis-à-vis des différents produits de crédit, insertion du crédit et de l'épargne dans les stratégies productives et familiales)
 - anticipation et prévention des crises (analyse des perceptions des usagers, analyse des risques d'impayés)
 - renforcement de l'ancrage mutualiste (mise en perspective avec l'analyse qualitative de la gouvernance du réseau)

Résultats clés de l'étude d'impact 2003

- ▷ Confirmation du rôle des CECAM pour la fourniture de possibilités d'accès au financement aux ménages ruraux, y compris les plus pauvres, même si cette dernière catégorie est sous-représentée.
- ▷ Mise en évidence et caractérisation de modalités d'impact différenciées selon les catégories d'usagers des services financiers (en lien avec les trajectoires de crédit) :
 - Pour les ménages pauvres, l'impact se traduit plutôt en termes de réduction de la vulnérabilité économique, d'amélioration de la sécurité alimentaire, et d'augmentation ponctuelle de la capacité de production (fonds de roulement)

- pour les ménages moyens et aisés, l'impact se traduit plutôt en termes d'augmentation des investissements et donc d'amélioration à moyen et long terme de la capacité de production et d'accumulation
- ▷ Mise en évidence et caractérisation d'effets de seuils pour l'accès et pour la valorisation des différents produits (possibilités d'impact faible ou négatif, notamment pour les ménages les plus pauvres ou les ménages agricoles non pluri-actifs).

Le document de synthèse de l'étude 2003 est disponible auprès des personnes contacts et sera disponible en ligne prochainement.

Contacts

Etude 2003

- ▷ Betty Wampfler, CIRAD : betty.wampfler@cirad.fr
- ▷ Marc Roesch, CIRAD : marc.roesch@cirad.fr
- ▷ Eliane Ralison, FOFIFA : eralison@yahoo.com

Etude 2005-2007

- ▷ Betty Wampfler, CIRAD : betty.wampfler@cirad.fr
- ▷ Emmanuelle Bouquet, CIRAD : emmanuelle.bouquet@cirad.fr
- ▷ Eliane Ralison, FOFIFA : eralison@yahoo.com